

Malgré les conflits entre musulmans et chrétiens, cet Etat africain qui sera, en 2050, le 3^e pays le plus peuplé du monde, n'est pas menacé de partition

Nigeria : pas de catastrophisme !

Sous la pression conjuguée des violences terroristes de la secte islamiste Boko Haram et de manifestations contre la hausse du prix de l'essence, le Nigeria fait aujourd'hui la « une » des journaux. Y a-t-il un risque de guerre civile ? Le président Goodluck Jonathan a estimé que la situation était pire que lors des pogroms de 1966 qui, dans le nord à dominante musulmane, avaient fait plus de 40 000 morts et précipité vers le sud près de 2 millions de réfugiés de l'intérieur, essentiellement des chrétiens et des Ibo. A l'époque, ces événements avaient entraîné la création de la République sécessionniste du Biafra et une des guerres les plus meurtrières qu'ait jamais connues l'Afrique, précisément dans le pays le plus peuplé du continent.

Aujourd'hui, le catastrophisme n'est cependant pas de mise, quoi qu'il en soit par ailleurs de la résonance médiatique qu'ont pu prendre les attaques perpétrées par Boko Haram contre des chrétiens au moment de la messe de Noël. En effet, les troubles de ces dernières semaines, qui ont fait des dizaines de morts, sont sans commune mesure avec les pogroms de 1966. Le pays, qui a déjà traversé des moments plus éprouvants, connaît en fait une baisse tendancielle de sa mortalité violente, ainsi que le montre la base de données NigeriaWatch.

De plus, les déplacements de populations sont pour l'instant limités aux régions du nord-est, où la secte Boko Haram est active. Ils affectent des dizaines de milliers d'habitants, non des millions, et ne se développent pas sur une base confessionnelle. Dans l'Etat de Yobe, d'où était originaire le leader de Boko Haram, ce

Les déclarations du président Goodluck Jonathan, qui dresse un parallèle avec la guerre du Biafra, sont maladroites car elles jettent de l'huile sur le feu

sont par exemple les chrétiens et les musulmans qui fuient ensemble les zones de combats autour de localités comme Damaturu. Les musulmans étant majoritaires dans la région, il convient à cet égard de souligner qu'ils constituent les premières victimes collatérales des affrontements entre les islamistes et les forces de sécurité.

Autre élément d'importance, le nord du Nigeria n'est pas uniforme et les minorités chrétiennes n'y vivent pas de la même manière d'une région à l'autre. A Kano, qui fut l'épicentre des violences interconfessionnelles des années 1980 et 1990, elles sont regroupées dans une sorte de ghetto, le Sabon Gari, qui favorise leur stigmatisation. De plus, les chrétiens de la ville sont des migrants venus du sud. En cas de massacre, les corps sont ainsi « rapatriés » pour être enterrés dans leur région d'origine et les funérailles peuvent provoquer des actions de représailles, à l'instar de ce qui s'était passé à Aba pour venger les violences contre les Ibo de Kaduna en l'an 2000.

A Maiduguri, fief de Boko Haram, les chrétiens sont en revanche répartis à travers toute l'agglomération, et donc plus difficiles à cibler. Surtout, il s'agit de populations autochtones. Leurs morts sont enterrés sur place et le risque de représailles dans le sud est moindre. A l'échelle nationale, une logique de vendetta aurait plus de chances de s'enclencher si les islamistes s'en prenaient aux Yorouba ou aux Ibo de Kano. Or le mouvement Boko Haram a jusqu'à présent évité d'attaquer la ville, notamment parce que certains de ses cadres y ont trouvé refuge après la répression de l'armée à Maiduguri en 2009.

De ce point de vue, les déclarations du président Goodluck Jonathan, qui dresse un parallèle avec la guerre du Biafra, sont maladroites car elles jettent de l'huile sur le feu et donnent le sentiment d'un gouvernement débordé par les événements. Ijaw



Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Politologue, enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris et chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), il est spécialiste des conflits armés en Afrique subsaharienne, il a vécu plusieurs années au Nigeria et accompli des missions d'études en Afrique. Il est l'auteur, entre autres, de « Le Nigeria » (Karthala, 1994), « Villes et violences en Afrique noire » (Karthala, 2002)

et chrétien du sud, le président n'en est d'ailleurs pas à sa première « gaffe ».

Ainsi, il avait attribué aux musulmans du nord les attentats à la bombe qui avaient marqué la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance à Abuja, le 1^{er} octobre 2010. En réalité, il s'agissait d'une opération montée par des éléments du Mouvement d'émancipation du delta du Niger (MEND), groupe qui sévissait précisément dans les régions pétrolières d'où Goodluck Jonathan était originaire. Ce faisant, le chef de l'Etat a renvoyé l'image d'un président ethniquement orienté. A présent, la suppression des sub-

ventions qui permettaient de limiter le prix de l'essence est également perçue comme partie d'une réforme plus générale qui revient de facto à favoriser les Ijaw du delta du Niger.

Depuis la fin de la dictature militaire en 1999, plusieurs dispositions ont en effet réduit la portée d'un principe de péréquation selon lequel les régions riches en pétrole financent le développement des régions pauvres. Les prédécesseurs de Goodluck Jonathan ont, en l'occurrence, dû faire des concessions car les actions armées des rebelles du delta affectaient la production pétrolière et les revenus du gouverne-

ment, avec un levier économique dont ne dispose pas Boko Haram dans les zones déshéritées du Sahel.

Les dirigeants du Nigeria ont réhabilité un principe de dérivation qui donne davantage de latitude aux régions riches pour utiliser les ressources qu'elles génèrent elles-mêmes.

Dans un tel contexte, les subventions gouvernementales du prix de l'essence paraissent plus équitables au niveau national. De fait, elles permettaient à l'ensemble de la population de tirer parti d'une manne pétrolière qui, sinon, ne bénéficie qu'à une toute petite minorité de privilégiés proches du pouvoir. Malgré le développement du marché noir et les difficultés d'approvisionnement dans les stations-service, tant les riches que les pauvres, musulmans du nord ou chrétiens du sud, pouvaient ainsi espérer réduire la part de leur budget consacrée aux transports.

La dérive terroriste de Boko Haram et les manifestations contre le doublement du prix de l'essence relèvent certes de dynamiques fort différentes. A leur manière, elles mettent surtout en évidence les fragilités d'un Etat en construction et d'un système politique mafieux où la corruption tient souvent lieu de redistri-

bution sociale. En dépit de ses maladresses, Goodluck Jonathan reste un président de compromis, issu d'une minorité et arrivé au pouvoir en 2010 par un extraordinaire concours de circonstances après le décès de son prédécesseur musulman, Umaru Yar'Adua.

Finalement élu en 2011 au cours d'un scrutin moins frauduleux qu'en 2007, il n'est en rien comparable aux vieux dictateurs qui continuent de sévir dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne, ou qui ont été renversés en Tunisie, en Egypte ou en Libye. De ce point de vue, l'hypothèse d'un « printemps arabe » à la nigérienne paraît peu probable. Goodluck Jonathan n'a pas contre lui l'usure de plusieurs décennies de pouvoir. De plus, la capacité de mobilisation de la jeunesse par les médias électroniques reste limitée aux grandes villes, quand la fée électricité veut bien les éclairer.

Enfin, l'opposition parlementaire est trop corrompue, les syndicats trop faibles, les mouvements de rébellion trop divisés, et les canaux de contestation trop dispersés pour que l'on voie émerger une coalition nationale qui parviendrait à catalyser les mécontentements et à provoquer la chute du gouvernement. Depuis l'application d'un plan d'ajustement structurel de la Banque mondiale, au milieu des années 1980, les hausses successives du prix de l'essence ont toujours provoqué des manifestations et des protestations qui ont souvent tourné à l'émeute du fait de la brutalité de la répression d'une police qui a pour habitude de tirer dans la foule. Mais ces troubles n'ont jamais abouti à un changement de régime.

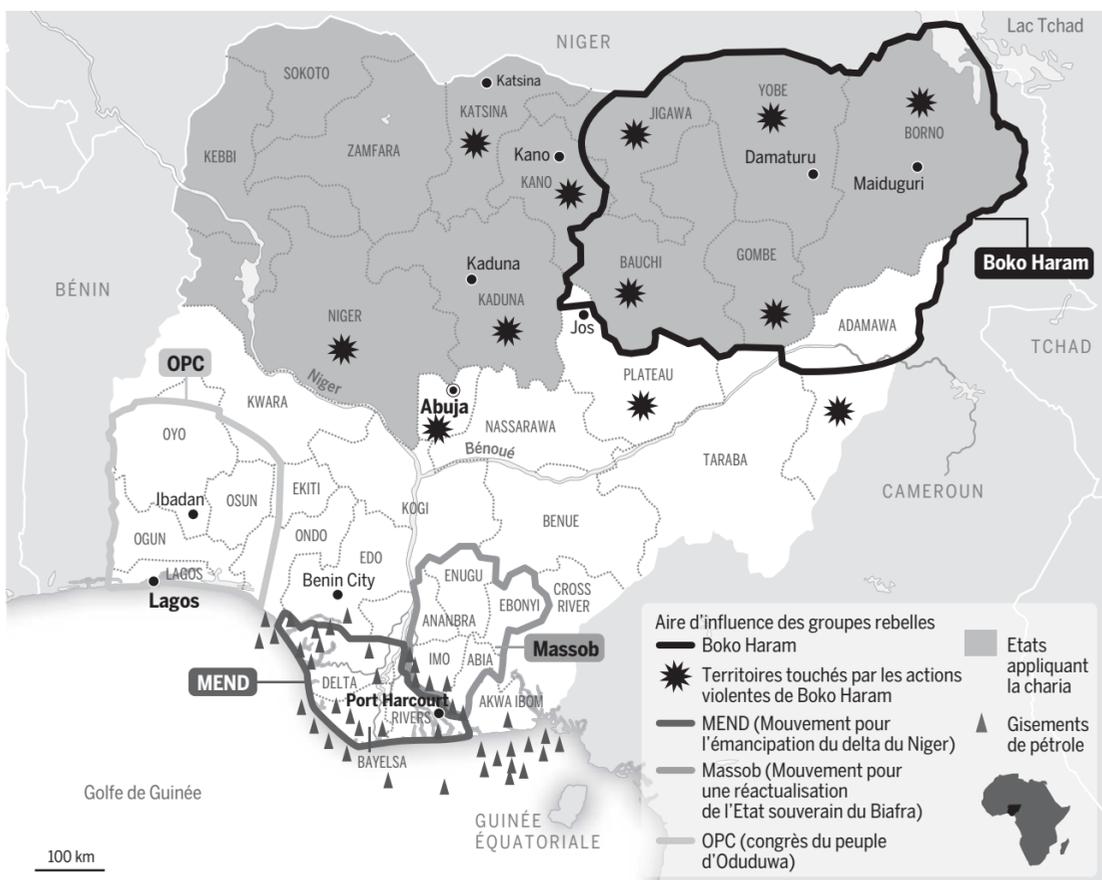
Plus important encore, plusieurs éléments invitent à relativiser la perspective d'une partition du Nigeria. Dans sa logique salafite, le mouvement Boko Haram argue qu'un gouvernement laïc ne peut pas appliquer la charia. Aussi milite-t-il en faveur de l'établissement d'une république islamique qui est inenvisageable pour les chrétiens du sud et qui dessine en filigrane le spectre d'une partition du Nigeria.

Mais l'immense majorité des musulmans du pays n'adhère pas au discours extrémiste de Boko Haram. En outre, elle ne souhaite pas une sécession, qui la priverait des ressources économiques et pétrolières du sud, beaucoup plus riche que le nord. Les commerçants chrétiens eux-mêmes, notamment les Ibo, n'ont pas non plus intérêt à voir voler en éclats ce formidable marché commun qu'est la fédération nigérienne, sur un territoire appelé à devenir le troisième pays le plus peuplé du monde d'ici à 2050, après l'Inde et la Chine.

Les interdépendances économiques entre les régions sont plus fortes qu'à l'indépendance. Au vu de leur influence sur le pouvoir politique, les intérêts croisés des milieux d'affaires nigériens constituent une des meilleures garanties contre le risque d'éclatement du pays.

D'une manière générale, la structure fédérale du Nigeria a été développée et consolidée au sortir de la guerre du Biafra pour déjouer les tentations sécessionnistes. Les militaires jacobins à la tête du pays pendant plusieurs décennies ont en effet pris soin de diviser pour mieux régner en cassant les contre-pouvoirs régionaux. A l'indépendance, le Nigeria était constitué de trois régions. Aujourd'hui, il se compose de trente-six Etats fédérés qui rendent plus difficile un projet de sécession à un contre trente-cinq, plutôt qu'à un contre deux. Encore très présente dans les esprits, la défaite biafraise joue quant à elle un rôle dissuasif pour les groupes rebelles, qui sont moins nombreux et moins bien organisés que les Ibo en 1967.

Faute d'une base sociale élargie, les divers mouvements armés qui défraient régulièrement la chronique n'ont pas la capacité militaire de provoquer une partition du Nigeria. La plupart d'entre eux, à commencer par Boko Haram, ne revendiquent d'ailleurs pas l'indépendance. Enfin, il existe au sein de la classe politique un réel consensus sur la nécessité de préserver l'intégrité territoriale du pays, quoi qu'il en soit des luttes internes pour se disputer les prébendes de l'Etat et le partage du « gâteau national ».



Le rôle de la charia dans l'islam nigérian

LA CHARIA et ses implications politiques sont souvent mal comprises lorsqu'il s'agit du Nigeria, pays anglophone peu connu des Français en dépit de son gigantisme. Au milieu des années 2000, de grands quotidiens français avaient ainsi tenté d'expliquer la poussée de l'islam en arguant que la charia y était un nouveau-té et que le président d'alors, Olusegun Obasanjo, était lui-même musulman. En réalité, celui-ci était un chrétien *born again*, dénomination qui renvoie aux courants les plus évangélistes et prosélytes du protestantisme. De plus, la charia n'avait pas été « introduite » par les Etats musulmans du Nord au sortir de la dictature militaire en 1999. Elle existait déjà sous une forme atténuée, réduite aux affaires civiles, et c'est son domaine d'application qui avait été étendu en matière pénale.

A l'époque, le développement d'une morale publique rigoriste a évidemment affecté la vie quotidienne des minorités chrétiennes du Nord, par exemple en interdisant la consommation d'alcool ou en

imposant la séparation des sexes dans les transports en commun. Le droit coranique a cependant continué de côtoyer d'autres normes législatives, qui ont toujours le dessus. Ainsi, les peines de lapidation pour adultère sont restées rarissimes et aucune n'a été appliquée car les sentences ont été cassées au niveau des cours fédérales, qui s'inspirent du droit commun légué par le colonisateur britannique.

Dans le même ordre d'idées, les plaignants ou les accusés chrétiens du Nord ne sont pas juridiquement contraints de se soumettre à la loi coranique. Du fait de leur confession, leur affaire est portée devant des tribunaux de droit commun, à la différence du système en vigueur au Soudan. Si certains commerçants chrétiens du Nord décident de leur plein gré de recourir à la justice islamique, c'est que celle-ci a la réputation d'être moins onéreuse et plus rapide.

D'une manière générale, l'islam nigérian n'a rien du caractère totalitaire et intrusif du wahhabisme saoudien. En pra-

tique, il s'avère beaucoup plus souple et syncrétique, notamment – mais pas seulement – en pays yorouba, dans le Sud-Ouest. De par leur doctrine et leurs croyances en la magie, les militants de Boko Haram, qui viennent surtout des régions nord-est, ne correspondent pas non plus au profil type du modèle wahhabite d'Al-Qaïda.

Au-delà des cercles de recrutement de la secte, seule une minorité de musulmans salafistes et/ou républicains se retrouve dans la revendication d'une république islamique qui reviendrait de facto à scinder le pays en deux.

Il convient à cet égard de relativiser la portée révolutionnaire du développement du domaine d'application pénal de la charia. Depuis 1999, on assiste plutôt à une certaine forme de désenchantement. A leur manière, les islamistes de Boko Haram expriment ainsi les désillusions des masses quant à un projet qui, initialement, était porteur d'une forte demande de justice sociale. ■